

## TORNATA DEL 21 GENNAIO 1854

PRESIDENZA DEL PRESIDENTE CAVALIERE BON-COMPAGNI.

SOMMARIO. *Atti diversi — Relazione di petizioni — Petizione del comune di Conflans — Parlano i deputati Despigne, Chenal, Bersezio relatore, Depretis, ed il ministro dell'interno — Invio al Ministero dell'interno — Petizione di una guardia forestale — Parlano i deputati Valerio, Despigne, Lanza, Michelini G. B., Ara ed il ministro dell'interno — Invio allo stesso Ministero — Seguono altre relazioni di petizioni.*

La seduta è aperta alle ore 1 1/2 pomeridiane.

**CAVALLINI**, segretario, dà lettura del processo verbale della precedente tornata e del seguente sunto di petizione:

5259. Il Consiglio comunale di Pieve del Cairo, per le diverse considerazioni che va esponendo, chiede che la legge 2 gennaio 1853 sulle gabelle venga almeno modificata in modo che la revisione delle tabelle di riparto fra i singoli comuni di ciascuna provincia possa operarsi in ogni anno come giustizia ed equità imperiosamente richieggono, e non già a capo del quadriennio soltanto, com'è ora stabilito dall'articolo 22 della stessa legge.

### ATTI DIVERSI.

**PRESIDENTE.** La Camera non essendo in numero, si procederà all'appello nominale.

(Da questo risultano assenti i seguenti deputati):

Agnès — Annoni — Balbi — Barbier — Benso — Blanc Maurizio — Blanc Pietro — Bo — Bona — Botta — Boyl — Bronzini-Zapelloni — Brunati — Brunet — Brunier — Cabella — Campana — Cantara — Carquet — Carta — Casanova — Casaretto — Cassinis — Castelli — Cattaneo — Cavour — Chapperon — Colli — Crosa — Deforesta — Daziani — Decastro — Della Motta — De Viry — Durando — Falqui-Pes — Fara — Farina M. — Ferracci — Gallisai — Gallo — Galvagno — Garibaldi — Ghigliani — Gerbore — Gilardini — Graffigna — Grixoni — Isola — Lachenal — La Marmora — Malan — Mantelli — Marongiu — Martinet — Melegari — Mazza A. — Mellana — Miglietti — Mezzena — Michelini A. — Michelini G. B. — Minoglio — Moia — Mongellaz — Pescatore — Pareto — Petitti — Picinelli — Polleri — Ponza di San Martino — Rattazzi — Rezasco — Revel — Riccardi Carlo — Sanna-Sanna — Sanguinetti — Sauli — Saracco — Scapini — Serra Carlo — Serra Orso — Sineo — Spinola — Tecchio — Taveri — Torelli — Valvassori — Zirio.

La Camera essendo ora in numero, metto ai voti il processo verbale testè letto.

(È approvato.)

### RELAZIONE DI PETIZIONI.

**PRESIDENTE.** L'ordine del giorno reca relazione di petizioni.

Invito alla ringhiera i signori relatori.

**BERSEZIO**, relatore. Colle due petizioni che portano i numeri 5125 e 5220, il sacerdote Effisio Murru, residente in Cagliari, allegando d'aver prestata l'opera sua nell'anno 1846, in qualità di distributore postale nel comune di Loculi, e non avendo mai potuto ottenere un compenso qualsiasi del suo lavoro, quantunque non abbia mancato di rivolgersi alle autorità municipali e governative ed allo stesso Ministero, ricorre alla Camera onde voglia interporre perchè gli sia resa giustizia.

La vostra Commissione, considerando che il ricorrente avrebbe sempre la facoltà di far valere le sue ragioni avanti ai tribunali, vi propone l'ordine del giorno.

(La Camera approva.)

Petizione 5250. Il sacerdote Giuseppe Chepa, di Orani, provincia di Nuoro, espone che, ottuagenario e costretto a letto per infermità, gli viene a mancare il solo mezzo col quale provvedeva alla sua sussistenza, che consisteva nella limosina che perceveva dalla celebrazione della messa quotidiana.

Le asserzioni del petente sono confermate da una dichiarazione del Consiglio delegato di Orani che attesta inoltre come il sacerdote Chepa abbia adempiuto per ventinove anni all'ufficio di vice-parroco in quel comune.

La Commissione, per quanto gli paresse compassionevole il caso allegato dal petente, tuttavia considerando che, per ragione del suo ufficio, egli doveva essere provvisto di patrimonio ecclesiastico, e che quindi la elemosina della messa diaria non poteva esser il solo mezzo di sussistenza che gli rimane, e soprattutto poi non risultando che egli abbia ricorso innanzitutto al Governo, per questo motivo più specialmente vi propone l'ordine del giorno.

(La Camera approva.)

(Comune di Conflans.  
Separazione dalla sezione dell'Hôpital.)

**BASSEZIO**, *relatore*. Colla petizione 5102, il comune di Conflans in Savoia ricorre alla Camera esponendo come sia stato unito, in seguito a decreto reale emanato sotto il regno di Carlo Alberto, ad un borgo ad esso vicino, chiamato l'Hôpital, e siasi formata una città, la quale venne battezzata col nome di Albertville; e, svolte alla Camera le ragioni per le quali crede che questa unione non sia nel suo interesse, egli fa istanza per un provvedimento in proposito che faccia cessare questo stato di cose.

La Commissione avendo esaminato questa petizione e considerando come dalle ragioni esposte dai petenti non verrebbe a risultare precisamente quali possano essere i gravi danni a cui sono assoggettati da questa provvidenza emanata sotto il regno di Carlo Alberto, e considerando inoltre essere più favorevole agli interessi dei comuni l'aggregazione che la disgregazione, proporrebbe alla Camera l'ordine del giorno su questa petizione.

**DESPINE**. Messieurs, je regrette que l'honorable rapporteur des pétitions n'ait pas eu connaissance des antécédents qui sont relatifs à cette affaire.

La Chambre se rappellera que dans la dernière Législature, il lui a été distribué à ce sujet une pétition imprimée de la part de tous les habitants de Conflans; pétition qui a rencontré, j'ose le dire, les sympathies de tout le monde, ou du moins de tous ceux auxquels j'ai eu l'occasion d'en entendre parler.

La question s'agit depuis un grand nombre d'années. Non-seulement elle s'est agitée devant la Chambre, mais elle s'est encore agitée dans le pays.

Le Conseil provincial et le Conseil divisionnaire en ont été saisis conformément à la loi; ils ont donné leur avis, et je demande à la Chambre la permission de lui lire l'avis du Conseil divisionnaire de Chambéry, Session de 1850:

« La section de Conflans a demandé sa séparation de celle de l'Hôpital, en renonçant à la prérogative de faire partie du chef-lieu de la province sous le nom d'Albertville.

« Elle a fondé cette demande sur trois motifs:

« 1° L'union faite ensuite de l'édit royal du 16 décembre 1835 aurait eu lieu à l'insu et contre le gré des habitants de Conflans;

« 2° Dès lors, l'antipathie, loin de cesser, n'aurait fait qu'augmenter entre les habitants des deux sections;

« 3° Les habitants de l'Hôpital ont profité de l'union pour attirer chez eux tous les établissements qui étaient à Conflans, et ont employé presque exclusivement à leur profit tous les revenus de Conflans.

« Les habitants de la section de l'Hôpital se sont opposés à cette séparation en réfutant les motifs ci-dessus.

« Ils ont dit que la réunion ordonnée en 1835 par le Roi, qui avait alors seul tout pouvoir suprême, ne l'avait été que après de longues démarches que ceux de Conflans n'avaient pu ignorer.

« Ils ont ajouté que cette réunion, nécessaire pour le plus grand avantage d'une capitale de province, était même profitable à Conflans; qu'au reste la section de l'Hôpital devait les développements qu'elle avait pris à sa position, pendant que Conflans devait aussi à sa situation l'abandon dans lequel il se plaignait d'être tombé.

« Les habitants de l'Hôpital ont dénié d'avoir rien fait pour produire ou continuer l'antipathie entre les deux sections;

ils ont encore dénié d'avoir négligé l'emploi de fonds dans l'intérêt de la section de Conflans, quand il en a été le cas.

« La section de l'Hôpital faisait encore valoir que la séparation serait intempestive, en raison des dépenses dans lesquelles la commune, composée des deux sections réunies, se trouvait aujourd'hui engagée; dépenses auxquelles la section de l'Hôpital, si elle est laissée seule, ne pourrait plus faire face.

« Ces motifs avaient prévalu devant le Conseil provincial de Haute-Savoie, qui, d'une commune voix, avait rejeté la demande de Conflans.

« Mais les membres de la Commission du Conseil divisionnaire ont été unanimes, au contraire, pour faire accueillir la demande.

« La Commission a considéré que les griefs allégués par la section de Conflans avaient une certaine gravité; que cette section, qui avait sa mappe à part, qui formait une paroisse distincte, qui était séparée de la section de l'Hôpital par une rivière, était dans toutes les conditions voulues pour former une commune indépendante.

« Elle a pensé encore que la réunion ordonnée en 1835 ne pouvait avoir un caractère d'irrévocabilité, surtout que la sympathie et la fusion, qui avaient été dans les vues de la disposition souveraine, n'avaient pu être obtenues.

« Enfin, elle a considéré que le désavantage que la section de l'Hôpital pourrait ressentir de la privation du concours des revenus de celle de Conflans, comme aussi la question sur les travaux entrepris, ne pouvaient être de raisons suffisantes pour maintenir un état de choses hostile aux intérêts et aux vœux des habitants de la section de Conflans.

« D'autre part, un membre s'est constitué le défenseur de l'opinion émise par le Conseil provincial d'Albertville:

« Aux motifs déjà ci-dessus rappelés, il en a ajouté d'autres puisés dans un autre ordre d'idées. Il a dit que la fusion des deux cités, sous le nom d'Albertville, avait été faite, non pas seulement pour éteindre de petites rivalités, mais plus encore pour donner à la nouvelle province un chef-lieu plus important par ses ressources et sa population.

« Qu'elle avait eu lieu encore pour rendre plus facile l'administration locale et l'action gouvernementale qui étaient en quelque sorte brisées et paralysées par l'existence de deux chefs-lieux se disputant leurs prérogatives, et se nuisant réciproquement par leurs oppositions.

« Que cette union avait été d'autant plus nécessaire qu'il y avait entre les deux cités beaucoup d'intérêts communs, dont le règlement par cette union devenait plus facile, comme les routes et ponts, et le diguement des deux rivières, l'Isère et l'Arly, qui ont là leur confluent.

« Que c'est en vue de ces grands intérêts et de l'importance que ces cités réunies étaient appelées à obtenir dans un avenir peu éloigné, à raison de leur admirable situation, que le Roi leur avait donné son nom.

« Il a ajouté encore que le maintien de cette union était nécessaire pour laisser à cette jeune ville la liberté de s'agrandir et de se développer à son centre, comme elle y était appelée par ses nouvelles constructions toutes bâties sur les quais d'Arly.

« Qu'autrement, occupant la pointe extrême d'un triangle, elle resterait étranglée entre deux communes voisines, et serait arrêtée dans son essor.

« Que cela est si vrai, que naguère elle avait obtenu la cession d'une partie du territoire de Saint-Sigismond, qui était, pour ainsi dire, enclavée dans sa principale rue.

« Qu'il serait ainsi étrange qu'on voulût lui reprendre d'un

côté après lui avoir donné de l'autre. Et que d'ailleurs le produit de son octroi deviendrait à peu près nul et son exercice presque impossible, ce qui la priverait de toutes ses ressources.

« Ce membre reconnaissait cependant comme de toute justice que la section de Conflans ne fût point sacrifiée dans la distribution des revenus; que, si les griefs allégués étaient exacts, ce qu'il ignorait, il appartenait à l'administration supérieure d'y apporter remède. Mais qu'il ne voyait pas là un motif suffisant de séparation, puisque toute satisfaction sous ce rapport était non-seulement possible, mais facile à obtenir. Et enfin que, dans son opinion, Conflans perdrait plutôt qu'il ne gagnerait à cette séparation, surtout renonçant à l'avantage d'être chef-lieu de province; renonciation, au reste, qui ne paraissait pas admissible, en face de l'intérêt général et gouvernemental, qui méritait, avant tout, d'être sauvegardé.

« Mais ces motifs ont été combattus par les membres de la Commission.

« Sur quoi le Conseil divisionnaire, après mûre discussion, adoptant l'avis de la Commission, à la majorité de 15 voix contre une (deux des membres présents à la séance ayant déclaré s'abstenir), a émis l'avis que la section de Conflans devait être rétablie en commune indépendante et séparée de la section de l'Hôpital; le chef-lieu de la province et le nom d'Albertville restant exclusivement à cette dernière section. »

Vous voyez, messieurs, par les détails qui viennent d'être donnés, que la question est excessivement grave; je pourrais même ajouter que déjà longtemps avant l'année 1824, on avait cherché à opérer cette réunion, et lorsque Charles-Félix se rendit à l'Hôpital pour y poser la première pierre de dignement de l'Isère, il devait l'effectuer pendant son séjour; mais, d'après les renseignements qu'il eût l'occasion de puiser dans la localité même, s'étant assuré qu'il n'y avait ni intérêt, ni convenance à ce que la réunion fut opérée, il ne voulut point y souscrire.

Ainsi je crois que la question ne mérite pas d'être écartée par un simple ordre du jour. Je pense, au contraire, attendu qu'elle a rempli toutes les formalités voulues par la loi; attendu que le Conseil divisionnaire, à la presque unanimité, a donné son adhésion à cette séparation, que, contrairement aux conclusions prises par la Commission, la pétition doit être renvoyée à monsieur le ministre de l'intérieur.

**DI SAN MARTINO**, *ministro dell'interno*. La domanda della sezione di Conflans, di cui testé si è fatto cenno dal relatore, esiste realmente al Ministero, come esistono una moltitudine di consimili domande, tendenti tutte a fare sì che il Governo sottoponga al Parlamento proposte di variazioni nelle circoscrizioni territoriali. Senza entrare per ora nel merito della domanda del comune di Conflans, io osserverò alla Camera che, essendo imminente la presentazione della nuova legge comunale, nella quale devono necessariamente discutersi i principii, in virtù dei quali debbono o no adottarsi le nuove circoscrizioni, sembra conveniente di non anticipare sulla risoluzione di queste questioni con provvedimenti di dettaglio. Non sarebbe possibile al Ministero di venire alla Camera a proporre isolata una misura che tendesse ad appagare la domanda della sezione di Conflans, senza proporre contemporaneamente tutte quelle altre le quali sono appoggiate a considerazioni di maggiore gravità, che, come dissi, sono molte.

Non pare al Ministero che sia buona tattica quella di far procedere di pari passo ed unite due questioni, quali sono

quelle dell'organizzazione e della circoscrizione. Io sono convinto che, se il Ministero mettesse innanzi due questioni simili, farebbe un atto di rinuncia ad ogni qualsiasi innovazione nella legislazione, perchè sono questioni così gravi che toccano a tanti interessi particolari, che quelli che sarebbero consoni alla legge per un punto, potrebbero essere dissonanti per un altro, e si correrebbe il rischio di perdere il tempo in discussioni interminabili.

Io quindi ho preso la determinazione, dacchè mi sono accinto alla redazione di una legge comunale, di sospendere tutte queste questioni, perchè potranno essere trattate con molta maggiore facilità e con opportunità maggiore, quando verrà in discussione la legge sulla riorganizzazione generale, e si avrà così molta maggiore libertà per la discussione di principio.

Io quindi prego la Camera di non volere per ora pregiudicare la questione, impegnandosi in una discussione, la quale ci trascinerebbe in un'infinità di dibattimenti, poichè credo che siano più di cento le domande analoghe a quella del comune di Conflans; cosicchè, se si dovessero discutere cento domande isolate per variazioni di circoscrizioni, si perderebbe un'intera Sessione, senza poter trattare altre questioni.

Ammetto che la legge è difettosa, e che perciò deve essere riformata, ed a questo scopo tendono gli studi che io aveva fatti, e che sono ora sottoposti al Consiglio di Stato; appena questo Consiglio li avrà esaminati, io avrò l'onore di presentare alla Camera un progetto di legge a questo riguardo.

**DESPINE**. J'ai demandé la parole pour répondre que je n'ai pas fait la demande à la Chambre des députés d'opérer actuellement la séparation des deux communes dont il est question. J'ai uniquement voulu combattre les conclusions de la Commission, qui sont pour l'ordre du jour, en demandant le renvoi de la pétition à monsieur le ministre de l'intérieur. Maintenant monsieur le ministre jugera, dans sa sagesse, de la validité des raisons présentées pour et contre la réunion actuelle de ces deux communes, et prendra ensuite, sur la demande de la commune de Conflans, les mesures qui seront les plus propres à satisfaire à ses intérêts.

Par conséquent je crois que les observations que vient de faire monsieur le ministre de l'intérieur ne détruisent nullement l'objet de ma demande, qui consiste à lui faire renvoyer cette pétition.

**CHENAL**. Je joins également mes sollicitations à celles de l'honorable monsieur Despine à l'effet que monsieur le ministre de l'intérieur veuille bien prendre en considération la pétition des habitants de Conflans. Il s'agit ici, notez-le bien, messieurs, d'une confiscation de biens.

Charles-Albert avait prohibé toute espèce de confiscation. Or, la commune de Conflans a été unie à celle de l'Hôpital sans sa participation, sans même qu'on l'ait consultée. Tous les fonds de cette commune, qui était riche, ont été alloués, pour ainsi dire, à la ville d'Albertville, qui aujourd'hui en profite seule.

Il s'agit donc d'une question de haute probité, et je crois que les habitants d'Albertville sont trop élevés pour vouloir s'enrichir aux dépens d'une commune quelconque, pour vouloir améliorer leur condition aux dépens de celle de leurs voisins.

Du reste, ces luttes entre les communes ne font que tourner au détriment de la liberté; il serait grand temps qu'on y mit terme, et que la probité seule présidât à nos décisions.

Je recommande donc vivement à monsieur le ministre de l'intérieur de vouloir prendre cette demande en considéra-

tion, ét de concilier, autant que possible, tous les intérêts divergents.

**PRESIDENTE.** La parola spetta al signor relatore.

**BERSEZIO, relatore.** Non intendo difendere più oltre le conclusioni da me esposte a nome della Commissione. Dopo le osservazioni fatte dagli onorevoli Despine e Chenal, e dopo aver sentito il ministro dell'interno, il quale sostanzialmente non si sarebbe opposto a che l'invio si accetti, io credo d'interpretare il voto dei miei colleghi della Commissione accogliendo questa proposta d'invio al Ministero, perchè dalle spiegazioni del signor ministro risulterebbe che veramente la Camera non si pronuncierebbe su questa questione, e la petizione sarebbe solamente trasmessa al Ministero, perchè questi ne possa tenere quel conto che crede nella presentazione del progetto di legge relativo alla riorganizzazione dei comuni.

**PRESIDENTE.** La parola spetta all'onorevole Depretis.

**DEPRETIS.** Il signor ministro dell'interno diceva non essere egli d'avviso che la questione di circoscrizione possa trattarsi unitamente alla questione dell'organizzazione municipale.

Io veramente non divido la sua opinione, ma non credo che una controversia così grave debba agitarsi presentemente nella Camera in via d'incidente. Quando il signor ministro preopinante presenterà la tanto sospirata legge comunale, o in altra più solenne occasione, potrà convenientemente essere trattata e risolta.

Non posso però non rammaricarmi di ciò che il signor ministro ci ha fatto sapere, che cioè il Governo non ha studiato nè preparato la questione di circoscrizione. Io per me non posso capire come la legge dei comuni e delle provincie possa discutersi, se nello stesso tempo non ci sono gli elementi necessari per entrare nella questione della circoscrizione.

Ma non insisterò su questo punto. Solo io mi trovo in debito di sottoporre un'osservazione alla Camera su quanto disse il signor ministro circa le pratiche parziali della circoscrizione dei comuni.

Il signor ministro diceva che egli ha creduto di tenere in sospenso tutte queste pratiche, perchè nel progetto di legge che egli intende presentare vi sono le massime che dovranno regolare questa materia per l'avvenire.

A me pare che, finchè non è sancita la nuova legge, il Governo ha l'obbligo di attenersi alla legge in vigore, ed è secondo questa che egli deve regolarsi.

E quindi non trovo giusto che il Ministero, per ciò solo che egli ha in petto una legge nella quale si discuteranno certi principii, sospenda indefinitamente di dar corso agli affari.

Finchè non è sancita la legge nuova, bisogna che il Governo si regoli secondo la vecchia.

Questa è l'osservazione che io volevo sottoporre alla Camera.

**DI SAN MARTINO, ministro dell'interno.** È verissimo che la legge determina le formalità che devono osservarsi per poter presentare una proposta di legge riguardante la circoscrizione; ma la legge non contiene assolutamente nessuna prescrizione che obblighi il Governo a presentare questa legge quando ha qualche motivo per non farlo.

I diritti che la legge conferisce al Governo non sono tutti obblighi; alcuni sono diritti di cui il Governo può usare, ma di cui egli può anche non usare; di questa natura è il diritto della presentazione delle leggi che crede conveniente, ma non ha l'obbligo di presentare una data legge qualunque solo perchè sia richiesta da qualcheduno.

Io osserverò inoltre che, per quanto sia utile una domanda

di nuova circoscrizione, vi ha sempre opposizione; non si verifica quasi mai che una questione di circoscrizione abbia per se l'adesione di tutti gl'interessati.

Basterebbe anche questo solo fatto per dare un motivo, un titolo onde avere un'opinione diversa da quella che potevano manifestare coloro che domandano la nuova circoscrizione.

Anche pel fatto di cui la Camera si è occupata, si è sentito che tra vari corpi che se ne sono occupati vi è dissidenza completa di opinioni; quindi anche in ciò si vedrà un nuovo argomento per convincersi che non vi è nemmeno un'istruttoria della pratica tale che imponga un obbligo morale.

Ma, lasciando in disparte questa questione secondaria innanzi alla Camera, ripeterò che le domande su cui converrebbe provocare un giudizio sono forse cento, ed essere impossibile di ciò eseguire, senza che i rappresentanti delle varie località espongano le osservazioni che militano da una parte e dall'altra. Io mi rivolgo a tutti coloro che hanno posto mente al tempo che si esige per tali discussioni, acciò essi dicano se per ognuna di siffatte questioni non si richiede per lo meno un giorno. Ciò posto, io domando se sarebbe conveniente il disaminare ora quei cento progetti di legge che ho testè mentovati, mentre ai rappresentanti della nazione incumbe il debito di occuparsi dapprima degli affari che toccano gl'interessi generali dello Stato.

La legge attuale, torno a dirlo, è assai difettosa, epperò è d'uopo adottare altri principii, mercè i quali le mutazioni che tutt'oggi si richiedono, stante i bisogni che sorgono per nuovi commerci e per le nuove comunicazioni, possano essere operate con maggior celerità ed agevolezza.

A tal uopo io ho espressa la mia idea al Consiglio di Stato, il quale sta ora studiando le questioni relative a tale legge, e sono certo che quel corpo, il quale pone la più solerte cura nella disamina delle questioni di cui debbe occuparsi, compierà al più presto all'incarico affidatogli, acciò la Camera possa emettere un positivo giudizio a tale riguardo.

L'onorevole Depretis vorrebbe inoltre sollevare la questione se sia o no conveniente, nell'occasione in cui si tratterà della legge comunale, imprendere l'esame di quella relativa alla circoscrizione: su questo punto intendo di riservarmi il protocollo aperto, e di non pregiudicare una questione che deve essere agitata in altro tempo. Per conseguenza io prego il deputato Depretis di non provocare ora una discussione a questo solo riguardo.

**DEPRETIS.** Io lascerò volentieri il protocollo aperto sulla questione di circoscrizione, perchè così facendo non pregiudico la mia nè l'opinione altrui.

Tuttavia non posso tener per buono l'argomento addotto dal signor ministro onde giustificare il ritardo nel dar corso alle pratiche concernenti la diversa circoscrizione reclamata da alcuni comuni.

Io sono d'avviso che, se il Ministero non trova scritto nella legge l'obbligo suo di presentare le singole leggi relative a queste parziali circoscrizioni, egli lo deve trovare nel complesso della legge e nello spirito della legge stessa.

Dal momento che la legge prescrive certi incombenzi, dal momento che sopra una data questione è ordinata dalla legge una sequela di atti avanti ai diversi consessi elettivi, ed infine ne lascia al potere legislativo la decisione, io credo che il ministro non possa sospendere le pratiche, perchè per avventura egli ha in capo una nuova teoria.

Il Ministero può manifestare un parere contrario, ma non può non manifestarne nessuno; diversamente egli verrebbe a sottrarre in certo modo al potere legislativo un attributo

che essenzialmente gli spetta, per ciò solo che nella nuova legge che egli intende presentare, vi saranno forse principii che dovranno regolare la circoscrizione territoriale.

Questa dottrina non è, a mio credere, giusta. Delle cento domande che al Ministero saranno state presentate relativamente a questa circoscrizione, varia ne sarà l'importanza; in parecchie sarà evidente la giustizia e l'utilità, ed io non so come queste si possano ragionevolmente tenere in sospenso.

Io, per me, finchè il signor ministro non mi adduca altre ragioni più gravi, non mi posso persuadere che egli possa ritardare tutte queste pratiche ragionevolmente.

**DI SAN MARTINO**, ministro dell'interno. Quando in ordine a siffatte materie avvii assoluta necessità di provvedere, il Ministero non esita a farlo, e ne ha dato una prova col presentare alla Camera un progetto di legge inteso a sopprimere il comune di Gerola; ma quando il Ministero non vede questa necessità assoluta, egli stima di essere nel limite del suo diritto nel seguire piuttosto il suo modo di vedere che non quello di un altro deputato, e non credo con ciò di fare un atto che precluda ai dissenzienti la via di conseguire il loro intento, perchè lo stesso diritto che ha il Ministero di proporre leggi al Parlamento lo hanno tutti i deputati.

Se qualche deputato è convinto che il Ministero mal faccia astenendosi dal presentare una legge qualunque, ei può ben valersi del suo diritto d'iniziativa. In quanto a me sono interamente convinto che farei male a presentare alla Camera tutti questi progetti, i quali occuperebbero un tempo assolutamente necessario ad altri atti di assai maggiore importanza.

Questa Sessione, che deve essere tutta consacrata a questioni di grande organizzazione, perderebbe, parmi, tutta la sua importanza, se noi la riducessimo ad occuparci di piccole questioni locali, essendo assolutamente imminente la discussione di principii nuovi, i quali avranno a regolare molte materie. Ho fiducia che in faccia all'opinione pubblica, in faccia al paese, sarò, non solamente scusato, ma approvato, se preferisco, per quanto mi concerne, in modo che precedano queste questioni a cui tutto il paese pone una grandissima importanza.

Del resto la Camera ha inteso come stanno le cose; giudichi, ed io mi sottometterò al suo giudizio.

**DEPRETIS**. Domando la parola.

Voglio solo rispondere al signor ministro che l'esperienza di questi anni di vita parlamentare mi ha fatto abbastanza conoscere a che suol riescire l'iniziativa che spetta ai membri di questa Camera. Il passato mi ha disilluso ed insegnato quel che posso sperare per l'avvenire.

**PRESIDENTE**. Pongo ai voti le conclusioni della Commissione perchè sia inviata al signor ministro dell'interno la petizione 5102.

(Sono approvate.)

(Raffet. Questioni forestali.)

**BERSEZIO**, relatore. Colla petizione 5202, certo signor Raffet, capo guardia delle guardie forestali, rappresentando alla Camera alcuni inconvenienti, che egli dice derivare dall'attuale legislazione sui boschi e selve, e rappresentando pure la cattiva condizione in cui questa legislazione pone le guardie forestali, proporrebbe che, in occasione della presentazione di un nuovo progetto di legge il quale avesse a riorganizzare tutta la legislazione forestale, per cui egli propone alcune norme, la Camera ponesse pur mente alla trista condizione in cui sono queste guardie forestali, e procurasse

d'inserire disposizioni le quali aumentassero lo stipendio delle medesime, e provvedessero in qualche modo per esse a pensioni di riposo.

La Commissione avendo esaminato questa petizione, e vedendo come in essa vi sono suggerimenti i quali forse potrebbero essere utili in caso di discussione di un progetto di legge, il quale pare anzi che già il Governo abbia in mente di presentare, la Commissione perciò proporrebbe l'invio della petizione al ministro dell'interno, perchè ne faccia quel conto che crederà all'epoca della presentazione della legge.

**VALERIO**. Domando la parola.

Già sin da quando si discuteva in questa Camera la legge che doveva regolare le pensioni civili io chiamavo l'attenzione del Ministero sopra la pessima condizione in cui si trovano questi impiegati governativi, condizione anormale, la quale toglie loro il mezzo di vivere con quella dignità e sicurezza che si addice ad ogni cittadino, e che li priva anche dell'energia necessaria onde esercire l'ufficio loro in modo utile al paese. Difatti tutti quelli che pongono mente alla condizione delle nostre foreste, con qualche cura, sanno che questo servizio non è quale dovrebbe essere; e che questo deve ripetersi in parte dalle pessime condizioni in cui sono generalmente lasciate le guardie forestali. In allora il signor ministro delle finanze, il quale duolmi non veder qui presente, prometteva che il Ministero si sarebbe prontamente occupato onde porre riparo agli inconvenienti denunciati, di cui riconosceva interamente la giustizia. D'allora in poi è passato, credo, un anno e mezzo, e finora i promessi miglioramenti non vennero ancora. Associa la mia voce a quella del relatore della Commissione, affinchè questa petizione sia mandata al signor ministro dell'interno, ed affinchè il Ministero, ricordevole delle promesse fatte, e, quel che più monta, dei bisogni di questa classe di persone e di questo importante servizio, voglia prontamente far sì che si adotti il rimedio da tutti invocato.

**PRESIDENTE**. La parola spetta al signor ministro dell'interno.

**DI SAN MARTINO**, ministro dell'interno. La cedo all'onorevole Despine.

**DESPINE**. Je rappellerai à la Chambre qu'il y a déjà deux ans que le Gouvernement a nommé une Commission chargée de préparer les bases d'un nouveau règlement forestier, car tout le monde sait que le règlement forestier actuel est tellement défectueux, qu'il ne produit aucun effet utile dans l'intérêt de la conservation des bois.

Ce règlement, qui avait été préparé, a été communiqué, je crois, par le Ministère de l'Agriculture et du Commerce, à tous les Conseils divisionnaires (il a été du moins communiqué à celui dont je fais partie), et les Conseils divisionnaires ont donné leur avis à cet égard, les uns pour le rejeter, les autres pour l'accepter tel qu'il était, d'autres en proposant des modifications qu'ils croyaient utiles. Dans tous les cas, ils ont généralement manifesté le désir et le besoin d'un nouveau règlement.

Je joindrai donc, au renvoi proposé au ministre de l'intérieur, la demande de vouloir bien soumettre de nouveau la question à un examen sérieux, afin que le pays puisse avoir une bonne loi forestale, loi qui manque essentiellement aujourd'hui.

**DI SAN MARTINO**, ministro dell'interno. Il Ministero dell'interno sta realmente continuando gli studi che erano già stati intrapresi dalla Camera di agricoltura e commercio per la riforma della legislazione forestale.

In questi studi egli si occupa del personale, come di uno

dei primi elementi affinché la legge possa essere applicata e possa farsi osservare. Ma non debbo dissimulare che s'incontrano gravissime difficoltà. Perocchè la condizione di queste guardie non è tanto che sia cattiva per se stessa al punto di impedire ogni servizio, mentre i carabinieri, i quali prestano un servizio apprezzato da tutti e gradito dal paese intiero, non sono meglio retribuiti di quello che lo siano queste guardie; ma quel che manca si è il mezzo d'introdurre fra di loro la disciplina. Ora, nessuno ignora che la ragione per cui i servizi sono bene accettati al pubblico e procurano onore all'amministrazione si è il mantenimento della disciplina in tutti quanti i rami di servizio. Ed è molto difficile che individui, i quali sono lasciati isolati, senza controllo, nei siti di residenza, possano serbare una disciplina tale che rassicuri il pubblico. Tutte le questioni che possono condurre ad introdurre una disciplina qualunque fra di loro furono già maturamente discusse; ma confesso alla Camera che fino ad ora non si è ancora potuto venire alla soluzione di questo problema, a meno d'incorrere in grandi spese che il paese forse troverebbe superiori al beneficio che da queste guardie attende.

Io ho già fatto intraprendere gli studi per vedere se fosse possibile di comporre un'organizzazione la quale avesse in certo modo connesità col servizio del corpo dei carabinieri reali. La questione fu da persone pratiche trovata molto difficile; presentemente però si studia con indefessa cura.

Risolto questo punto che è il cardine principale del regolamento (perchè qualunque regolamento si faccia, se non c'è il mezzo di farlo eseguire, sarà inutile) tutte le altre questioni di scienza saranno facilmente risolte mercè i lunghi studi fatti da persone competentissime.

Io assicuro la Camera che non si tosto mi troverò in grado di aver la convinzione di poter proporre al Parlamento una buona legge, la presenterò immediatamente; ma confesso che non potrei fare una proposta quando fossi preventivamente convinto della sua inefficacia.

**VALERIO.** L'onorevole signor ministro ha detto che gli impiegati forestali sono nella condizione in cui si trovano i carabinieri reali relativamente allo stipendio, e che quindi sotto questo rispetto non hanno a lagnarsi. Io credo di non andar errato affermando che quest'ordine d'impiegati è il solo che non abbia nessuna garanzia per l'avvenire; dimodochè, dopo aver fatto per molti anni un servizio piuttosto gravoso, giunti ad un'età avanzata si trovano abbandonati intieramente. Egli è quindi ben naturale che questo servizio si faccia a malincuore, vedendo come tutti gli altri impiegati abbiano tutti un'assicurazione per la vecchiaia, ed essi soli siano dimenticati.

Venendo poi alla questione molto più grave, che è quella dell'ordinamento generale di quest'ordine d'impiegati, e della disciplina, che deve essere fra di loro introdotta, io credo che essa potrebbe facilmente risolversi, quando si desse ai municipi quella libertà di azione che il Ministero ha tante volte annunziata a questa Camera, ma che non abbiamo veduta mai.

Io credo che lasciando ai municipi un'azione più pronta e più efficace, mettendo nelle loro mani il mezzo di garantire questa disciplina, si verrebbe a risolvere questo grave problema, e non solamente questo, ma molti altri problemi di egual genere, perchè il miglior mezzo di risolvere ogni problema di buona amministrazione (se ne persuadea il signor ministro) è la libertà; e specialmente la libertà dei municipi.

**PRESIDENTE.** Il deputato Lanza ha la parola.

**LANZA.** Io mi opporrei a che il signor ministro prendesse in seria considerazione la proposta fatta di aumentare lo stipendio alle guardie forestali, se prima non si addiuvino ad una nuova organizzazione di questo corpo.

Io faccio parte di un Consiglio provinciale e di un Consiglio divisionale, e so che quattro o cinque anni sono il Consiglio provinciale di Casale ed il Consiglio divisionale di Vercelli, prendendo ad esame le spese di questo servizio, che cadono in parte a carico della divisione e della provincia, le hanno costantemente respinte, quantunque non ignorassero che sono obbligatorie, e che perciò il ministro le avrebbe d'ufficio imposte.

Questi Consigli hanno voluto con una radiazione della spesa provare in modo abbastanza notevole, che credevano assolutamente inutile il servizio di quelle guardie; essi riconobbero che quella spesa è supervacanea, fintantochè non si addiverrà ad un nuovo ordinamento del servizio forestale.

Se pertanto, senza cambiare l'organizzazione, si venisse ad aumentare lo stipendio di quelle guardie, dovrebbe pur essere aumentata la quota di spesa che si trova a carico delle provincie, la quale maggiore spesa sarebbe male accolta, non solamente dalla provincia di Casale e dalla divisione di Vercelli, ma probabilmente da quasi tutte le provincie del continente.

Dunque avanti a tutto è mestieri che si riordini questo corpo, e che si procuri di dargli tale disciplina da farne ottenere buoni risultati nel servizio a cui è destinato.

Da ciò facilmente si scorge che io non nego l'utilità di questo servizio, preso astrattamente, anzi lo credo ora più che mai necessario, perchè la condizione dei nostri boschi è assolutamente deplorabile. Tutti gli anni si fa maggiormente sentire l'inconveniente di non avere una sorveglianza efficace per la conservazione dei boschi. È vero che vi sono regolamenti, ma è altresì vero che non c'è chi li faccia eseguire. I regolamenti proibiscono, per esempio, il pascolo nei boschi, eppure in tutti i boschi si conduce il bestiame a pascolare. I regolamenti proibiscono di abbattere un dato numero di piante di alto fusto senza speciali condizioni, eppure tuttodi se ne tagliano senza risparmio e su di un'ampia scala. Certi timori, che diedero alcuni articoli di giornali, e dietro discussioni incidentalmente sollevate nella Camera si diffusero che potessero incamerarsi i beni del clero, fecero sì che quasi tutti i boschi appartenenti al clero furono vandalicamente devastati; eppure io non conosco che sia stata a questo riguardo presa alcuna iniziativa dalle autorità per impedire lo spreco, o per multare le persone che in tal modo violavano la legge.

Dunque bisogna dire che non vi è sorveglianza alcuna per parte di queste guardie forestali. E se non vi è sorveglianza, ciò dipende da che non vi è organizzazione e disciplina; e perciò veniamo sempre alla prima questione che avanti tutto bisogna che a questa organizzazione e a questa disciplina si provveda con una legge apposita.

È vero che quando si tratterà di un progetto di legge sulla materia bisognerà coordinarlo coi principii fondamentali delle nuove nostre istituzioni, e quindi dare, come è giusto, ai comuni la massima libertà nella sfera delle attribuzioni che loro competono.

Certamente incontreremo delle difficoltà gravi. Non è però questa per ora che una questione da accennarsi, nè trattandosi di risolverla attualmente attenderemo la promessa legge per discuterla.

Dirò ancora una parola sul progetto di legge forestale a cui accennava l'onorevole deputato Despina.

Mi ricordo di avere esaminato, anzi, se non isbaglio, di essere stato relatore nel Consiglio provinciale di questo progetto, che si può dire veramente antidiluviano. Esso conteneva principii e disposizioni affatto contrarie ai principii di libertà individuale ed al rispetto dovuto alla proprietà altrui, epperò venne reietto integralmente da pressochè tutti i Consigli provinciali, tanto si è veduto che difettava nelle basi cardinali; di modo che, nè direttamente nè indirettamente non meritano nessun appunto, nessuna censura i Consigli provinciali che l'hanno respinto.

Nè dubito punto che se quel progetto fosse fatto di pubblica ragione attirerebbe sopra di sé la disapprovazione generale. Quindi credo che il Ministero non si gioverà certamente di questo progetto di legge quando voglia presentarne un altro.

**MICHELINI G. B.** Dopo le cose dette dall'onorevole preopinante io sarò brevissimo; dirò unicamente che appoggio la proposta della Commissione perchè sia trasmessa al Ministero degl'interni la domanda dei petenti, ma vorrei che questa trasmissione avesse una doppia significazione.

Vorrei cioè primieramente che fosse con essa sollecitato l'onorevole ministro dell'interno a presentare un progetto di legge; un Codice compiuto sulle foreste. La legge che è attualmente in vigore, che credo sia del 1833, non è più consentanea nè ai tempi progrediti, nè alle nuove nostre istituzioni; l'esperienza ne ha poi dimostrati i difetti.

Io mi associo alla critica che l'onorevole preopinante faceva di quel progetto di legge sopra le foreste che era stato trasmesso ai Consigli divisionali.

Anch'io, come membro del Consiglio divisionale di Cuneo, ero stato incaricato di fare sopra di esso una relazione, e posso assicurare la Camera che, obbedendo all'intimo mio convincimento, quella relazione riuscì una vera censura. Ma bisogna dire che male io non mi apponessi, perchè il Consiglio divisionale approvava all'unanimità e la mia censura e le conclusioni che ne traeva.

Non dissimili erano le opinioni degli altri Consigli divisionali, e segnatamente di quello di Vercelli, perchè mi sovengo che il *Carroccio*, giornale che allora si stampava a Casale, dopo avere parlato e lodata la mia relazione, diceva non essere dissimile il sentimento del Consiglio divisionale di Vercelli.

Non entrerò qui nell'esame di quel progetto che il Ministero presentava ai Consigli divisionali, senza che nemmeno egli avesse la persuasione che fosse buono; e non mi farò neanche ad esporre i principii sui quali dovrebbe essere fondata una buona legge forestale, come si possa provvedere in modo efficace alla conservazione delle foreste, e nello stesso tempo lasciare la maggior possibile libertà ai proprietari. Queste questioni saranno trattate quando discuterassi una nuova legge forestale. Prego solamente il ministro dell'interno di fare avvertita la Commissione (se avvii realmente una Commissione incaricata di preparare un progetto di legge, locchè io ignoro, e desidererei sapere) di attenersi ad altre norme che a quelle sulle quali era fondato quel progetto comunicato ai Consigli divisionali.

Ma sebbene la necessità di riformare la legislazione forestale sia da tutti sentita, io dubito tuttavia che per lungo tempo questo desiderio non sarà soddisfatto. Ce lo impediranno le altre molte ed importanti leggi che dobbiamo discutere.

Vengo pertanto al secondo motivo, per cui insisto acciò la petizione sia trasmessa al ministro, ed è perchè esso, valendosi di quei mezzi che attualmente sono a sua disposizione,

procuri almeno di arrecare qualche rimedio agl'inconvenienti lamentati dai privati, dai Consigli comunali, provinciali e divisionali, i quali sono d'accordo nell'asserire essere poco meno che sciupati i danari che si spendono negli stipendi degli agenti forestali.

Io non ripeterò queste lagnanze, perchè hanno dovuto pervenire al Ministero per mezzo dei Consigli che ho indicati, ma dirò solamente sembrarmi conveniente che con una circolare, la quale non sia una nuova legge, ma chiami in vigore le leggi attuali, s'imprima un poco di energia, un po' di attività all'amministrazione forestale. Io non so se sia il caso di sospendere alcuni degl'impiegati, ma mi pare impossibile che nella legislazione non vi sia mezzo di costringerli a fare il loro dovere.

Per queste due considerazioni insisto che la petizione sia trasmessa all'onorevole ministro dell'interno.

**ARA.** Sinora, da quanto ho udito, si è sempre parlato di leggi forestali che debbono tutelare il sistema proibitivo relativamente ai boschi. A me pare che sia necessario che la questione sia studiata sotto l'aspetto della libertà di coltura. Io dico questo appunto perchè, essendosi accennato alla deliberazione del Consiglio divisionale di Vercelli, ho presente che in allora, essendo stato presentato il progetto del signor ministro Di Santa Rosa, il presidente attuale del Consiglio dei ministri, che presiedeva in allora quel Consiglio, ha fatto prevalere il sistema della libertà di coltura. Siccome vi è la libertà di commercio, così io stimo che sia indispensabile che la questione sia studiata sotto questo aspetto, massime che il personale, che noi conosciamo, non è insufficiente per ottenere lo scopo che si propone la legge, quello, cioè, di avere una quantità conservata di boschi. Adottandosi questo sistema, io porto opinione che nel trasmettere al signor ministro la petizione di cui si tratta sia utile di raccomandargli nello stesso tempo lo studio di un sistema fondato sul principio della libertà di coltura.

**DI SAN MARTINO, ministro dell'interno.** Io concorro coll'onorevole deputato Ara nel credere che la libertà di coltura, considerata in astratto, può giovare maggiormente a far sì che la coltura dei boschi prosperi, in quanto che, nell'attuale deficienza di combustibile, è certo che il bosco è una delle migliori coltivazioni che si possa fare pel proprio privato interesse. Nei terreni che sono molto più propizi a questa coltura, molti si astengono dal praticarla per l'inconveniente che, una volta intrapresa, non la possano più variare, se così trovassero più acconcio. Io quindi dichiaro che in massima sono perfettamente del suo sentimento. Giova però avvertire che nel nostro paese le condizioni del suolo sono tanto diverse da una parte all'altra, in cui abbiamo quasi i due terzi, o forse i tre quarti del territorio, erto e ripido, ove gli scoscendimenti possono portare rovina a paesi intieri, ove, oltre la rovina dei paesi sottostanti ad una data foresta, vi è pericolo dello sfacimento dei monti onde ingrossano i torrenti, e tutte le opere che si fanno nel basso, per quanto siano fatte con solidità, dopo pochi anni diventano quasi sempre insufficienti; si vedono ponti trascinati via dalle acque, sebbene siano fatti dai primari ingegneri; ciò succede con tal frequenza da spaventare quando si badi all'interesse delle finanze, e quindi non possiamo esimerci dall'adottare fin d'ora un sistema solo ed unico. Secondo studi che ho fatti di queste materie, credo essere indispensabile fare una distinzione tra i paesi di montagna, massime se sono di molto elevati ed i paesi di pianura.

Rispondendo ora all'onorevole deputato Michelini gli dirò che vi sono per l'appunto delle Commissioni che studiano

queste materie, ma in certe cose il buon volere delle Commissioni non basta. Si è studiato, fra le altre cose, il modo di formare a reggimento tutte le guardie campestri dei comuni per avere il mezzo d'introdurvi la disciplina; ma tutti coloro che sono addentrati negli affari dei nostri municipi sanno quanta diversità vi sia fra il sistema degli uni e quello degli altri nel tenere e, nel retribuire le guardie campestri, sanno pure quanto sia difficile di obbligare i municipi poveri a spese di qualche considerazione.

Come già dissi, dagli studi che ho fatti mi sembra di vedere l'impossibilità di ottenere l'esecuzione delle leggi senza fare una spesa di tanto rilievo che distrugga tutto il beneficio che dalle leggi si ritrarrebbe. Ho già incaricato una persona molto studiosa, dotta nella statistica, di fare un riassunto, per quanto sarà possibile, esatto dei nostri boschi, e dei benefici che si potrebbero sperare da questa coltura nelle Alpi, per vedere se con altri mezzi indiretti, come sarebbero i premi, si potesse ottenere dall'interesse privato ciò per cui fu finora impotente l'amministrazione pubblica.

Ma, come dissi, sono studi difficilissimi per la gran quantità d'indagini che bisogna praticare. Questi studi però li faccio continuare con la maggiore sollecitudine possibile, e tosto che potrò formarmi idea di un'utilità qualunque da conseguire, e per cui potrei ordinare articoli di legge che non siano vuoti di effetto, ma ne abbiano uno positivo, allora mi farò un dovere d'immediatamente presentarlo alla Camera.

**PRESIDENTE.** Non essendovi altre osservazioni, pongo ai voti le conclusioni della Commissione pell'invio al Ministero dell'interno della petizione 5202.

(La Camera approva.)

**BERSEZIO, relatore.** Riferisco sulla petizione 5097.

Nel progetto di creazione di strade in Sardegna venne dagli ingegneri proposta una strada da Cagliari a Terranova, la quale aveva passaggio traverso vari villaggi, quelli cioè di Bitti, di Onani e di Tula.

Il comune di Pattada ricorreva alla Camera con una petizione indicante varie ragioni per cui credeva, tanto nell'interesse del comune stesso, quanto nell'interesse totale dell'isola, che questo tracciamento venisse cambiato. I vari comuni suaccennati invece, accanto ai quali passava la prima strada progettata dagli ingegneri, ricorrono colla petizione di cui sopra ho indicato il numero, perchè venga mantenuto il primitivo progetto.

Siccome la Camera, deliberando sulla petizione presentata dal comune di Pattada, accettava l'invio della petizione medesima proposita dalla Commissione, così questa, per parità di ragione, propone alla Camera l'invio della presente al ministro dei lavori pubblici perchè abbia sott'occhi le ragioni che i petenti espongono.

(La Camera approva.)

Colla petizione 5106 il signor canonico Orru di San Gavino ricorre alla Camera lagnandosi di essere stato ingiustamente assoggettato al tributo personale in detto comune. Egli dice di essere ricorso all'intendente della provincia per venirne esonerato, ma che questo, avendo consultato il Consiglio comunale di San Gavino, sulle deliberazioni del medesimo, ha respinto la sua domanda, e che avendo in seguito inoltrato un altro ricorso allo stesso intendente, non ricevette più alcuna risposta, motivo per cui rassegna la sua domanda alla Camera.

La ragione per cui egli non vorrebbe essere soggetto a questo tributo si è perchè, essendo munito di prebenda canonica nella cattedrale di Ales, dice di avere canonico do-

micilio in quel comune, e quindi di non poter essere assoggettato al tributo personale nel comune di San Gavino.

Consta però dalle deliberazioni del Consiglio del comune di San Gavino, state rassegnate all'intendente, che il medesimo canonico non ha dimora nel luogo di Ales, dove ha la sua prebenda canonica, ma che dimora precisamente in San Gavino, dove tiene tutti i beni famigliari, dove ha avuto origine ed ha sempre dimorato la sua famiglia.

La Commissione quindi, considerando che con questo mezzo il canonico don Emanuele Orru potrebbe sottrarsi a qualunque tributo di questa specie, perchè, se venisse colpito dal comune di Ales, potrebbe esonerarsene dicendo che tiene il suo domicilio reale in San Gavino, ed ove venisse imposto da quest'ultimo, direbbe avere il suo domicilio nel comune di Ales, propone su questa petizione l'ordine del giorno.

(La Camera approva.)

Colla petizione 5107 lo stesso signor canonico don Emanuele Orru, di San Gavino, si lagna di essere stato imposto ingiustamente riguardo alla tassa sulle manimorte. Egli espone che l'insinuatore ha creduto di dover applicare alla sua prebenda la tassa imposta sulle manimorte. Il petente ha reclamato presso l'intendente riguardo a questa disposizione, appena avuta conoscenza della liquidazione fatta dall'insinuatore. Dice che finora non ne ha avuto risposta; quindi ricorre alla Camera.

La Commissione avendo esaminata questa petizione, senza entrare nel merito della questione se, stando ai termini della legge che impone una tassa sui beni delle manimorte, possa essere colpito il signor canonico Orru dalla medesima; considerando che se la legge viene ingiustamente applicata, il medesimo può ricorrere ai tribunali, i quali sono incaricati della esecuzione della legge, e non può venire a presentare una domanda al Parlamento finchè non abbia esauriti i mezzi che la legge gli accorda, propone alla Camera di passare all'ordine del giorno.

**ASPRONI.** Io non impugno le conclusioni della Commissione, le quali anzi trovo giuste e ragionevoli; ma biasimerei la condotta dell'intendente e dei superiori i quali fanno orecchie da mercante ai reclami degli amministrati. Questo è un disordine che deve correggere il signor ministro dell'interno, ed è appunto perchè questi abusi sono molto frequenti nell'isola nostra, principalmente quando si tratta di amministrati che si trovano nell'interno dell'isola, che ho creduto opportuno di fare quest'osservazione affinché vi si vada al riparo.

**DI SAN MARTINO, ministro dell'interno.** Io non credo che l'amministrazione meriti il rimprovero che vuol farle l'onorevole deputato Asproni, inquantochè non ho sentito che la Commissione abbia trovato alcun che giustificasse la imputazione fatta dal canonico petente all'intendente.

Il ministro dell'interno è disposto a procurare che i suoi dipendenti facciano il loro dovere, ed a provvedere in caso di mancanza, ma crede che in questo caso non consti in nessuna maniera che non l'abbiano fatto.

**ASPRONI.** Se lo dice la petizione...

**DI SAN MARTINO, ministro dell'interno.** All'amministrazione non basta tutto quello che si dice, perchè l'asserzione di un interessato od una voce che corre non può dirsi parola di verità; essa accetta solo per vero ciò che è giustificato.

**ASPRONI.** In materia negativa la parte non può mai produrre documenti. Io subordino naturalmente la mia proposizione al caso che la cosa allegata sia vera; e credo che lo sia, perchè noi che siamo in Sardegna, e che vediamo come



alcuni superiori operano, sappiamo che usano con molta frequenza di non rispondere ai reclami.

Io dico che un'autorità deve dare una provvidenza favorevole o contraria semprechè si ricorre ad essa.

**DI SAN MARTINO, ministro dell'interno.** Io credo di avere un fondamento per dubitare della realtà delle cose nello stesso procedimento del ricorrente. Queste istanze, per colui che crede di aver ragione, sono producibili innanzi ai tribunali ordinari e non innanzi alla Camera. Colui che non si rivolge ai tribunali ordinari ha già un sentimento intimo di aver torto, epperò cerca di adoperare mezzi indiretti per conseguire il suo intento; ma mi è sospetto, e non posso, con uno che mi è sospetto, usare lo stesso trattamento che avrei usato con chi avesse proceduto secondo le leggi.

**PRESIDENTE.** Pongo ai voti le conclusioni della Commissione, la quale propone l'ordine del giorno sulla petizione 5107.

(La Camera approva.)

**BERSEZIO, relatore.** Colla petizione 5166 l'avvocato D. Andrea Porcile, di Carloforte, rappresentando di essere entrato al regio servizio fin dal 1817 e di aver servito fino al 1848, in cui per ragione di salute fu obbligato a presentare le sue dimissioni al Governo, dicendo di avere già presentato una domanda onde ottenere una pensione di riposo, alla quale non è ancora stato dato alcun provvedimento, chiede alla Camera che voglia inviare questa petizione al ministro di grazia e giustizia onde provveda in proposito.

La Commissione, avendo esaminato questa petizione, e non avendo elementi sufficienti per conoscere se veramente il ricorrente sia in diritto, in seguito a prestati servizi, di ottenere questa pensione di riposo, nè constandole d'altra parte che questo diritto non sia fondato, proporrebbe alla Camera d'inviare questa petizione al ministro di grazia e giustizia perchè proceda in proposito a tenore delle leggi.

(La Camera approva.)

**PATERI, relatore.** Petizione 5253. Giribaldi Pietro, già brigadiere nel corpo dei preposti delle regie dogane, narra essere stato degradato senza giusto motivo e sul supposto che per mancanza di volontà si rifiutasse al servizio; essere all'incontro costante che, se egli non ha adempito con tutta esattezza per qualche tempo al servizio, ciò devesi attribuire a gravi malattie da esso sostenute, provate da certificati uniti alla petizione.

Chiede quindi voglia la Camera interporsi onde sia ripristinato nel suo grado e traslocato, ovvero venga accordata

una pensione di riposo nella circostanza in cui la mal ferma di lui salute dovrebbsi attribuire a cause dipendenti dal servizio.

La Commissione, non potendo ravvisare fondata, dallo stato delle fedi annesse alla petizione, la domanda del Giribaldi diretta ad ottenere una pensione, dacchè da esse non risulta che le malattie che si dicono dall'anzidetto sofferte sieno state prodotte da cause dipendenti dal servizio, nè che tali sieno a renderlo a questo inabile; meno poi credendo fondata la domanda della traslocazione nel caso in cui sia riammesso; tuttavia, fatto riflesso che da varie fedi unite alla petizione risulterebbe difatti che il Giribaldi fu ripetutamente negli anni scorsi, ed in ispecie nel 1853, ammalato, locchè potrebbe escludere quell'infingardaggine che avrebbe motivata la di lui degradazione, vi propone di trasmettere la petizione anziaccennata al ministro delle finanze, acciò vegga se sia o no a questi motivi fondata la degradazione del Giribaldi, e, ove ne sia il caso, dia quelle provvidenze che possono occorrere.

(La Camera approva.)

Petizione 5250. Giuseppe Siccardi, di Finale, espone essersi presentato al console di marina di Genova onde essere ammesso all'esame per la navigazione già per lungo tempo da esso esercita, ed essergli dal detto console risposto aver esso inoltrato troppo tardi la sua domanda.

Non essendo ad esso imputabili i motivi del ritardo a presentarsi a tale esame, chiede di essere in via di grazia a quelli ammesso, onde essere in grado di continuare la navigazione, e potere con tale mezzo provvedere al suo sostentamento ed a quello della numerosa sua famiglia.

La Commissione, considerando non essere fra le attribuzioni della Camera di prendere ingerenza in proposito, e non risultando che il Siccardi siasi rivolto al Ministero, vi propone l'ordine del giorno.

(La Camera approva.)

**PRESIDENTE.** Prima che si sciolga la seduta, raccomando caldamente alle Commissioni che sollecitino i loro lavori onde la Camera possa avere in pronto materia di pubblica discussione.

La seduta è levata alle ore 5 3/4.

*Ordine del giorno per la tornata di lunedì:*

Discussione del progetto di legge per una tassa sulle pensioni che si godono all'estero.